

CARACTÉRISTIQUES DE VOTRE PROJET

Présentation résumée du projet

- Intitulé, contexte – en particulier dans le cas d'un projet faisant l'objet de plusieurs tranches -, objectifs, politique commerciale, intégration dans la stratégie locale... (une dizaine de lignes).
- Rubrique à renseigner dans tous les cas, y compris si le projet fait l'objet d'une présentation détaillée.

Investissement matériel

Localisation du projet : _____ Code postal : |_|_|_|_|_|

Commune(s)*: _____

**dans le cas où le projet se situe sur plusieurs communes : liste des communes ou annexe cartographique, indiquer le cas échéant la commune de rattachement du projet.*

Adresse précise du projet : _____

Investissement immatériel (prestation de service, études, animation...)

Dénomination du territoire couvert par le projet (commune(s)*, pays, PNR, EPCI etc): _____

**liste des communes ou annexe cartographique*

Calendrier prévisionnel des dépenses

Date prévisionnelle de début de **projet*** : _____ (mois, année)

date prévisionnelle de fin de **projet***: _____ (mois, année)

**il s'agira ici, par exemple, de la date de début ou de fin des travaux ou d'une prestation...*

Pour les projets qui s'étendent sur plusieurs années :

Année	Montant HT	Montant réel supporté (à compléter uniquement si vous ne récupérez pas la TVA, ou si vous la récupérez partiellement)
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Dépenses totales prévues	_ _ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ _ _ _ _ _ , _ _

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR (veuillez cocher les cases nécessaires)

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides au titre de la mesure 313 « Promotion des activités touristiques »

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur (cocher les cases correspondant à votre situation)

- Ne pas avoir sollicité pour le même projet / les mêmes investissements, une aide autre que figurant dans le plan de financement porté sur le présent formulaire de demande d'aide,
- Avoir pris connaissance des points de contrôle figurant dans la notice qui accompagne ce formulaire
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- Être à jour de mes obligations fiscales, ou du bénéfice d'un accord d'échelonnement
- Être à jour de mes cotisations sociales, ou du bénéfice d'un accord d'échelonnement
- Avoir obtenu, le cas échéant, de la part du (des) propriétaire(s) du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements
- Ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet **avant la date de l'accusé de réception d'un dossier valant autorisation de démarrage de l'opération**

Selon le cas :

- Ne pas récupérer la TVA (si les dépenses prévisionnelles sont présentées TTC).
- Récupérer en totalité la TVA
- Récupérer partiellement la TVA

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- A respecter les règles en matière de date de début d'éligibilité rappelées dans la notice
- A informer La Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt et les co financeurs de l'opération de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- A permettre / faciliter l'accès à mon entreprise / ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements,
- A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- A apposer une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau de chantier sur le site des opérations dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque.
- A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 10 ans à compter de la date de décision d'octroi de l'aide,
- A rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une durée de 5 ans,
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre de ce projet respecte les normes en vigueur,
- A communiquer le montant réel des recettes perçues à l'autorité de gestion.
- A ne pas avoir obtenu sur une période de trois exercices fiscaux un montant d'aides publiques supérieur à 200.000 euros, au titre du règlement (CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis ou du règlement (CE) N° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis.
- A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité... ,

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1974/2006, annexe 6, paragraphe 2.1 l'autorité de gestion publie au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide dans le cadre des programmes de développement rural, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Avant toute constitution de dossier complet, rapprochez vous de la Préfecture ou de la Direction Départementale de l'Agriculture et de votre département et du co-financeur (conseil régional ou conseil général) que vous comptez solliciter, avec le présent formulaire. Ils vous aideront à définir la constitution de votre dossier et vous appuieront pour la rédaction des cahiers des charges et le choix des consultants, pour les études d'opportunité.

Les pièces nécessaires sont listées aux pages suivantes.

Pièces à fournir à l'appui de votre demande	Pièce jointe	Pièce déjà fournie	Sans objet
a) pour tous les demandeurs			
Exemplaire du présent formulaire de demande d'aide complété et signé.			
Programme détaillé, et chiffré de votre projet , accompagné des devis correspondants			
Montage juridique de l'opération, le cas échéant			
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible)			
Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET			
Tout document permettant de justifier de la situation du demandeur au regard de la TVA.			
Demande éventuelle d'autorisation d'engagement anticipé des travaux			
1 - Investissements matériels			
1- 1 Pour tous les projets			
Un titre de propriété ou une autorisation du propriétaire d'engager les travaux.			
Extrait cadastral, plans de situation, de masse, du projet avant et après travaux (coupes, surfaces)			
Note du maître d'œuvre général des travaux confirmant la prise en compte dans leur définition des critères de classement de l'équipement (et de labélisation pour les gîtes) attendus, co-signée par le demandeur			
Note signée par le demandeur présentant l'intégration du projet dans l'environnement et explicitant les cibles de plus-value environnementales apportées au projet, ⁽¹⁾ :			
Mode d'intégration des TIC dans la gestion et la politique commerciale de l'établissement ⁽²⁾			
Mode d'intégration du label tourisme et handicap ⁽³⁾			
Mode d'intégration dans la marque qualité tourisme ⁽⁴⁾			
1- 2 Selon les types de projets			
Etude de faisabilité économique par un consultant inscrit au RC pour les créations d'équipement			
Diagnostic approfondi de l'établissement pour les opérations de modernisation, extension, restructuration ⁽⁵⁾			
Etude d'insertion paysagère pour les campings			
Thèmes de développement touristique prioritaires du territoire			
Organisation du territoire et convention avec la collectivité délégataire du service public pour les OTSI			
2 - Investissements immatériels			
2- 1 Pour les recrutements de cadre			
Présentation des objectifs de la structure			
Organigramme de la structure avant et après le recrutement concerné			
Profil recherché			
Curriculum vitae du cadre recruté ou en voie de recrutement			
Projet de contrat			
Convention collective de rattachement du contrat			
2- 1 Pour les études			
Cahier des charges de l'étude			
Liste des cabinets consultés			
Proposition retenue			
Références du cabinet retenu			

(1) exemples de types des plus value environnementales :

- les types de matériaux utilisés et filières d'approvisionnement (régional ? national ? européen ? exotique ?)
- les économies d'énergie (lampes basse tension, récupérateurs, économiseurs d'eau...)
- le mode d'intégration dans le projet de sources d'énergie renouvelables
- le mode de traitement des déchets (ordures ménagères, huiles...)

(2) exemples de mode d'intégration des TIC

- services proposés à la clientèle (wifi...)
- mise en réseau
- sites développés

(3) exemples de mode d'intégration du label tourisme et handicap

- Evaluation de l'établissement au regard des critères du label
- Mesures correctives éventuellement nécessaires pour répondre au besoin éventuel de travaux sur un minimum de deux handicaps ciblés

(4) exemples de mode d'intégration dans la marque qualité tourisme

- Choix du réseau
- Devis de l'auditeur

(5) éléments de diagnostic de l'établissement demandés

- ergonomie des postes de travail : équipement des postes et process de travail
- orientation commerciale de l'entreprise à 5 ans

Pièces à fournir à l'appui de votre demande.	Pièce jointe	Pièce déjà fournie	Sans objet
--	-----------------	-----------------------	---------------

Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement et autorisant le maire ou le président à solliciter la subvention.			
--	--	--	--

L'acte d'approbation ou convention constitutive du GIP			
--	--	--	--

Récépissé de déclaration en préfecture			
Statuts de l'association			
Composition du Conseil d'Administration et du bureau de l'association			
Bilan d'activité et bilans financiers des deux derniers exercices			
Budget prévisionnel intégrant l'opération			
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement			

Preuve de l'existence légale (extrait K-bis, inscription au registre ou répertoire concerné)			
Présentation de la structure demandeuse (sur la base de documents existants : plaquette, organigramme de présentation la structure qui demande l'aide...)			
Bilans financiers des deux derniers exercices			
Eléments prévisionnels d'activité par type de prestations pour les trois années à venir			
Comptes prévisionnels d'exploitation pour les trois années à venir			

Ce type d'encadrement des aides aux entreprises peut éventuellement vous permettre d'atteindre le niveau d'aide le plus adapté à votre situation et votre projet. Les financeurs de votre projet vous aideront à préciser votre situation			
Liste des aides publiques directes et indirectes [p.e. prêts bonifiés] perçues dans les 3 années qui précèdent la signature du présent document et notamment celles reçues au titre des règlements de minimis ((CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 ou (CE) N° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis.)			

<p>Fait à _____</p> <p>le _____</p> <p>Signature(s), qualité(s) et état(s) civil(s) du demandeur ou du représentant légal (<i>visé en page 1</i>):</p> <p>Cachet du demandeur _____</p>
--

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique.

Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de votre département.